

Michel RAIMBAUD

## LE SOUDAN : COMBIEN DE DIVISIONS ?

Le Soudan n'est pas un rejeton de l'Europe coloniale, mais le fruit d'une grande aventure : en 1813, les « Égyptiens » se lancent à la conquête du *Bilad as-Sudan*<sup>1</sup>, le pays des Noirs, familier et fascinant. En 70 ans, et au nom de la Porte ottomane, le vice-roi Mohammad Ali et ses successeurs se tailleront un espace aux dimensions d'un mini-continent. C'est chose déjà faite lorsque s'ouvre en 1884 la Conférence de Berlin qui doit canaliser la ruée des Européens sur l'Afrique. De 1881 à 1899, l'épopée du *Mahdi*<sup>2</sup> (Messie) marque le triomphe passager du « nationalisme » soudanais, à la fois contre les « turco-égyptiens » aux prises avec les Anglais, et contre ces Anglais eux-mêmes qui devront se replier... en Égypte sans avoir pu mettre la main sur le royaume des Nils. Quand, en 1899, les colons de « Sa Majesté » reviennent, c'est pour instaurer un *condominium*, une *British Rule* arrogante n'ayant qu'une obsession : éloigner ces musulmans retors de la partie sud du pays, déclarée terre de mission, interdite aux Arabes et propagateurs de l'islam. Les Égyptiens ont créé le Soudan, les Anglais vont inventer le Sud-Soudan, livré aux missionnaires et administrateurs des marécages.

### D'UNE PARTITION À L'AUTRE

Le Nord « musulman », où se croisent deux axes d'islamisation (de l'Égypte vers les sources du Nil et de l'Afrique sahélienne vers la péninsule Arabique), est placé sous une administration directe qui doit le faire sortir de l'orbite égyptienne. Au Sud, les *bog barons* (barons des tourbières) ont pour consigne de contrer l'expansion de l'islam et d'empêcher tout contact avec les nordistes, tout en favorisant le travail des missionnaires auprès de populations animistes, décrétées *christianisables*. Durant un demi-siècle, la *Southern Policy* des gouverneurs anglais de Khartoum visera à faire du Sud-Soudan une entité étrangère et hostile

au Nord, au point d'envisager son agrégation aux colonies voisines (Kenya, Ouganda). Toutefois, le temps ayant usé le *condominium* et la Seconde Guerre mondiale ayant ébréché le prestige des « hommes blancs », la décolonisation impensable s'invitera peu à peu comme une éventualité proche. Londres renoncera à son projet quelques années avant l'indépendance, déclarée le 1<sup>er</sup> janvier 1956.

Le baroud d'honneur consistera à interdire toute forme d'union avec l'Égypte : Farouk, détrôné en 1952 par Nasser, ne pourra pas porter la double couronne, et on jouera la carte du nationalisme contre les unionistes<sup>3</sup>. Un système politique à l'anglaise sera donc installé à Khartoum, avec force, perruques et discours « bonnets blancs et blancs bonnets ». De 1956 à 1989, l'alternance entre le parti *Oumma*<sup>4</sup> (du *Mahdi*) et le parti de l'Égypte (des *Mirghani*) se traduira par une identité de vues impressionnante, islamisation et arabisation étant le *leitmotiv* commun. Les militaires imposeront souvent leurs intermèdes, sans que rien ne vienne troubler la continuité parfaite des programmes. Négligés ou oubliés, les « Sudistes » n'ont que la rébellion pour se rappeler au bon souvenir des gouvernants. La première éclate à la fin du *condominium* : l'*Any-Nya* (venin de serpent) de Joseph Lagu réclame la sécession. En 1972, une trêve est obtenue par le Général Nimeiri au prix de promesses qui ne seront pas tenues. En 1983, onze ans plus tard, le *Mouvement de Libération des Peuples du Soudan* (SPLM) remet « les pendules à l'heure » de la revendication, John Garang, son chef, demandant l'avènement d'un nouveau Soudan démocratique, et non plus la séparation. La guerre reprend entre la rébellion et un gouvernement sous pression. En juin 1989, le tandem Béchir<sup>5</sup>/Tourabi<sup>6</sup> prend le pouvoir. Ignorant le bouleversement annoncé de l'ordre mondial, il va se réclamer de « l'orientation islamique » et mettre un point d'honneur à

faire enrager l'Amérique : soutien à Saddam Hussein, hébergement des « opposants » arabes, etc. ; en 1997, le pétrole jaillit au Soudan et la Chine y pointe le nez : c'est la « goutte » de trop, assez pour faire du gouvernement un pouvoir « voyou » et des partis islamistes traditionnels des démocrates « pur jus ». La guerre civile se poursuit avec des fortunes diverses, mais les tentatives de solution « soudanaise » échouent, les États-Unis voulant faire plier ce Soudan « rebelle », dont le Cheikh Tourabi tire les ficelles.

Celui-ci évincé fin 1999, il faudra le 11 septembre 2001, la « guerre contre le terrorisme » de Bush, une coopération forcée de Khartoum avec la CIA et le FBI, et un irrésistible désir de revanche contre Pékin pour que l'Amérique se décide à imposer un règlement au SPLM, qui porte ses espoirs, et au « régime islamiste ». Pour tenir celui-ci sous pression, un conflit apparaît au Darfour en 2003. En janvier 2005, après trente mois de pourparlers (au Kenya) sous médiation de l'IGAD (Autorité Intergouvernementale pour le Développement) et des USA, le vice-président Taha et Garang signent le *Comprehensive Peace Agreement* (CPA)<sup>7</sup>. Mettant fin au conflit, présenté par les médias comme opposant un Sud soi-disant « chrétien et animiste » au Nord « arabo-musulman », il prévoit une transition de six ans, suivie d'un référendum proposant deux options aux « Sudistes » : le maintien de l'unité ou la séparation. C'est cette dernière qui sera votée début janvier 2011, à une majorité défiant toute démocratie.

## L'ÉCHEC

Le dit accord va décevoir : en fait d'unité, c'est la partition, et en fait de paix, une guerre larvée entre deux « frères » ennemis. Au Sud, se perpétue un conflit ethnique à relent de pétrole tandis qu'au Nord le « régime » d'Al-Béchar reste sur la défensive face à une opposition souvent islamiste, rétive à tout dialogue sérieux.

2015 sera une année d'élections présidentielles dans les deux Soudans, mais on ne s'y fait pas d'illusions : Béchar et Salva Kiir s'accrocheront, car en matière de pouvoir et de ressources, l'État nouveau-né n'est pas plus « partageur » que le vieux Nord. Exploité depuis maintenant presque vingt ans, le pétrole a semé sa malédiction habituelle. Au Sud, héritier de 70% d'un pactole intéressant, il est carburant de guerre civile, et dans le Soudan « maintenu » mais amputé dans son patrimoine, il est sujet de zizanie : comment gérer au mieux l'hydrocarbure et les *royalties* qu'il engendre. Les problèmes « post-référendaires » (litiges frontaliers liés à la présence de gisements pétroliers, nationalité des déplacés sudistes devenus réfugiés dans leur ex-pays, statut des musulmans « oubliés » par les

bons anges de la paix dans la partie méridionale...) s'installent dans la durée.

Les prédateurs se pressent au Soudan du Sud, mis en braderie, et ses « alliés » (américains ou israéliens) entendent bien qu'il devienne ce que le Kurdistan est à l'Irak. Le Soudan de Khartoum, débarrassé de son sud mais empêtré dans son Darfour depuis dix ans, est attendu au tournant par des « zorros » inquiétants... Riche en pétrole, cuivre et uranium, ne serait-il pas en première ligne dans la bataille sino-américaine pour l'énergie et les matières stratégiques ?

Cet échec de la paix est « la faute à tout le monde ». Fidèle à elle-même, la Grande-Bretagne aura tout fait pour que le Soudan ne puisse jamais devenir un État arabo-africain uni. Aveugles et sourds aux aspirations des non-musulmans, les gouvernements de Khartoum auront tous érigé en principe incontournable la politique d'islamisation et d'arabisation, forts du consensus des partis « islamistes ».

Mais les ingérences étrangères auront été déterminantes dans cette partition catastrophique : présente dès le *condominium*, l'obsession de « casser le Soudan » est une constante à peine inavouée des politiques de Londres, animés d'une rancune tenace contre « leur » Soudan, de Washington, *dishonest broker* dans sa gestion du processus de paix, et de Tel-Aviv, à l'affût des projets de déstabilisation du monde arabe.

Cette volonté sera relayée par l'IGAD (l'organisation régionale), où les nouveaux leaders de l'Afrique, chers aux *neo-cons* (républicains ou démocrates) américains, sont alors majoritaires, et par l'Union africaine qui jugera expédient de laisser faire « pour avoir la paix », abandonnant le vieux principe d'intangibilité des frontières coloniales cher à l'OUA (Organisation de l'Unité africaine). De leur côté, les pays arabes (notamment l'Égypte), par leur indifférence au devenir du Soudan ou leur hostilité à son régime, n'auront rien fait pour empêcher une partition qui maintenant les interpelle.

## PANDORE

La sécession aura ouvert la voie à une remise en cause des frontières africaines. C'est un mauvais signal lancé sur un continent où le virus est endémique, notamment dans la zone saharo-sahélienne. Un front pionnier en la matière ? Laissons la Somalie, désintégréée dès 1992 en entités qui ne seront jamais reconnues internationalement. C'est en 2002, alors que s'engagent au Kenya les pourparlers sur l'autodétermination du Sud-Soudan, que se concrétise la division de la Côte d'Ivoire en un nord musulman et un

sud chrétien : l'idée semble intéresser certains, sans se réaliser. Plus tard, dès la proclamation des résultats de l'auto-détermination au Sud-Soudan, un mouvement pour l'indépendance du Sud se découvre au Tchad, « pays frère » par excellence. Au Mali, les hostilités entre irrédentistes arabo-touaregs ou islamistes et le pouvoir de Bamako reprennent vie à la même époque, alors que le « printemps de Benghazi », début 2011 lui aussi, fait éclater la *Jamahiriyah* de Kadhafi. L'équipée de la République centrafricaine s'inscrit dans ce filon séparatiste à base ethnique ou religieuse. Dernier venu, un mouvement de libération négro-mauritanien, en terre musulmane, surgit début septembre 2014 sur les rives du fleuve Sénégal. *Boko Haram* étend son ombre sur le Nigéria...

Au Soudan, le feu du Darfour, alimenté du dedans et du dehors, sous l'œil de la *Cour Pénale Internationale*, couve sous la cendre. La musique soudanaise est riche de partitions.

**Michel Raimbaud**  
ancien Ambassadeur au Soudan

#### Bibliographie

Marc Lavergne [sous la direction de], *Le Soudan contemporain*, Karthala - CERMOC, Paris, 1989.

Zygmunt L. Ostrowski, *Soudan - Conflits autour des richesses*, L'Harmattan, Paris, 2010.

Michel Raimbaud, *Le Soudan dans tous ses États*, Karthala, Paris, 2012.

1. *Bilad as-Sudan* : en arabe le pays des Noirs, désigne la large bande saharo-sahélienne qui ceinture l'Afrique du Nord arabe, constituant la terre de mission de l'islam.

2. *Mahdi* : Messie, guide des musulmans, initiateur du mahdisme (1881/1899).

3. Parti Unioniste : parti de la famille Al-Mirghani, émanation de la Confrérie *Khatmiya*.

4. Parti *Oumma* : parti dirigé par Sadeq al-Mahdi, descendant du *Mahdi*, tirant sa puissance de la Confrérie des *Ansars* (les partisans du *Mahdi*).

5. Omar Hassan al-Bachir (Général) : chef de l'État soudanais depuis juin 1989, suite à un coup d'état militaire. Élu et réélu par la suite.

6. Cheikh Hassan al-Tourabi : chef de file et fondateur du Front national islamique, au pouvoir depuis 1989. C'est l'héritier de la branche soudanaise des Frères musulmans.

7. CPA : Accord de Paix Global, signé à Naivasha (Kenya), le 5 janvier 2005.



## Appel à projets favorisant le « vivre ensemble », à Paris, dans l'Essonne et en Seine-Saint-Denis

La Fondation Seligmann, reconnue d'utilité publique en 2006, a été créée dans le respect de l'idéal laïque afin de combattre les sources du racisme et du communautarisme. Elle œuvre pour « le vivre ensemble » et promeut le rapprochement entre les citoyens et résidents étrangers de toutes origines rassemblés sur le sol français.

**La Fondation encourage tous les processus d'insertion favorisant plus particulièrement l'apprentissage de la langue et comportant un volet culturel. Elle apporte une aide aux associations effectuant de l'accompagnement scolaire, luttant contre l'illettrisme et assurant l'alphabétisation et les cours de français langue étrangère pour jeunes et adultes et plus particulièrement pour les parents d'élèves.**

La Fondation Seligmann intervient auprès d'associations ayant les mêmes objectifs, tant pour participer au financement d'un projet - à l'exception des rémunérations - que pour assurer des investissements permettant aux actions sélectionnées de se poursuivre sur plusieurs années.

Si vous souhaitez présenter un projet favorisant le « vivre ensemble », vous pouvez vous rendre sur le site de la Fondation Seligmann [www.fondation-seligmann.org](http://www.fondation-seligmann.org) et, sous la rubrique « Les actions », télécharger le formulaire de demande d'aide à projet.

Contact : [fondation-seligmann@fondation-seligmann.org](mailto:fondation-seligmann@fondation-seligmann.org)